

Paris, le 16 septembre 2011.

Frédéric Bizière est nommé membre du Directoire d'Euler Hermes, en charge des fonctions Marchés, Commercial et Distribution

Le Conseil de Surveillance d'Euler Hermes a nommé Frédéric Bizière membre du Directoire du groupe Euler Hermes à compter du 15 septembre 2011. Frédéric Bizière est en charge des fonctions Marchés, Commercial et Distribution.

Frédéric Bizière a commencé sa carrière en 1992 chez KPMG audit. En 1995, il a intégré la Banque Française du Commerce Extérieur (aujourd'hui Natixis). En 1998, il a rejoint Euler Hermes en qualité de Directeur comptable de sa filiale française, Euler Hermes Sfac. En 2004, il en est devenu le Secrétaire général. En 2005, il a été nommé membre du Directoire d'Euler Hermes Sfac. En janvier 2010, il a pris la direction de la fonction Commercial et Distribution Groupe. Il y a notamment réalisé l'intégration des équipes commerciales et distribution et créé le service souscription commerciale groupe.

Frédéric Bizière, de nationalité française, est ancien élève de HEC.

Euler Hermes est le leader mondial de l'assurance-crédit et l'un des leaders de la caution et du recouvrement de créances commerciales. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,15 milliards d'euros en 2010.

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2010, le groupe garantissait pour 633 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe et ses principales filiales d'assurance-crédit sont notés AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.com

Contact presse Groupe Euler Hermes

Bettina Sattler – +33 (0)1 40 70 81 41 – bettina.sattler@eulerhermes.com

Réserve :

Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la direction de la société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenant dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la



concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actes terroristes.
La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.